L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE
JEUDI 2 NOVEMBRE 72
N° 164

LES PEUPLES D'INDOCHINE ARTISANS DE LA PAIX

Est-ce bientôt la paix au Vietnam ? Le 31 octobre devait être signé « un accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam ». A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore si Nixon s'est enfin résigné à le signer. A l'heure où nous écrivons, Nixon ne l'a pas encore signé. ET LA RESPONSABILITE LUI EN INCOMBE ENTIEREMENT.

Nixon et ses comparses ne tiennent pas leurs engagements et tentent des manœuvres de dernière minute. Ils ont l'audace de prétexter des « difficultés » causées par Nguyen Van Thieu. A qui feront-ils croire que Thieu est une « difficulté » sérieuse pour eux ? Thieu n'est-il pas leur « homme » ? Thieu ne tient-il pas que par la volonté des impérialistes et leurs dollars ? Et tandis que Nixon tergiverse, il accélère les livraisons d'armes à Saigon, fait pilonner sans cesse tous les fronts vietnamiens. Une fois encore, l'impérialisme américain révèle son visage de fauteur de guerre impénitent.

Les PATRIOTES VIETNAMIENS, eux, ONT LARGEMENT PROUVE LEUR VOLONTE DE FAIRE LA PAIX. Ils ont multiplié les gestes de « bonne volonté ». Aujourd'hui, Nixon est au pied du mur. Il doit signer l'accord qu'il a déjà conclu ! Le Premier ministre Pham Van Dong l'a précisé à l'hebdomadaire « Newsweek » :

« *Nous avons fait tout ce qui est humainement possible pour aboutir à une conclusion positive. Et cela signifie la paix dans l'indépendance et la liberté.* »

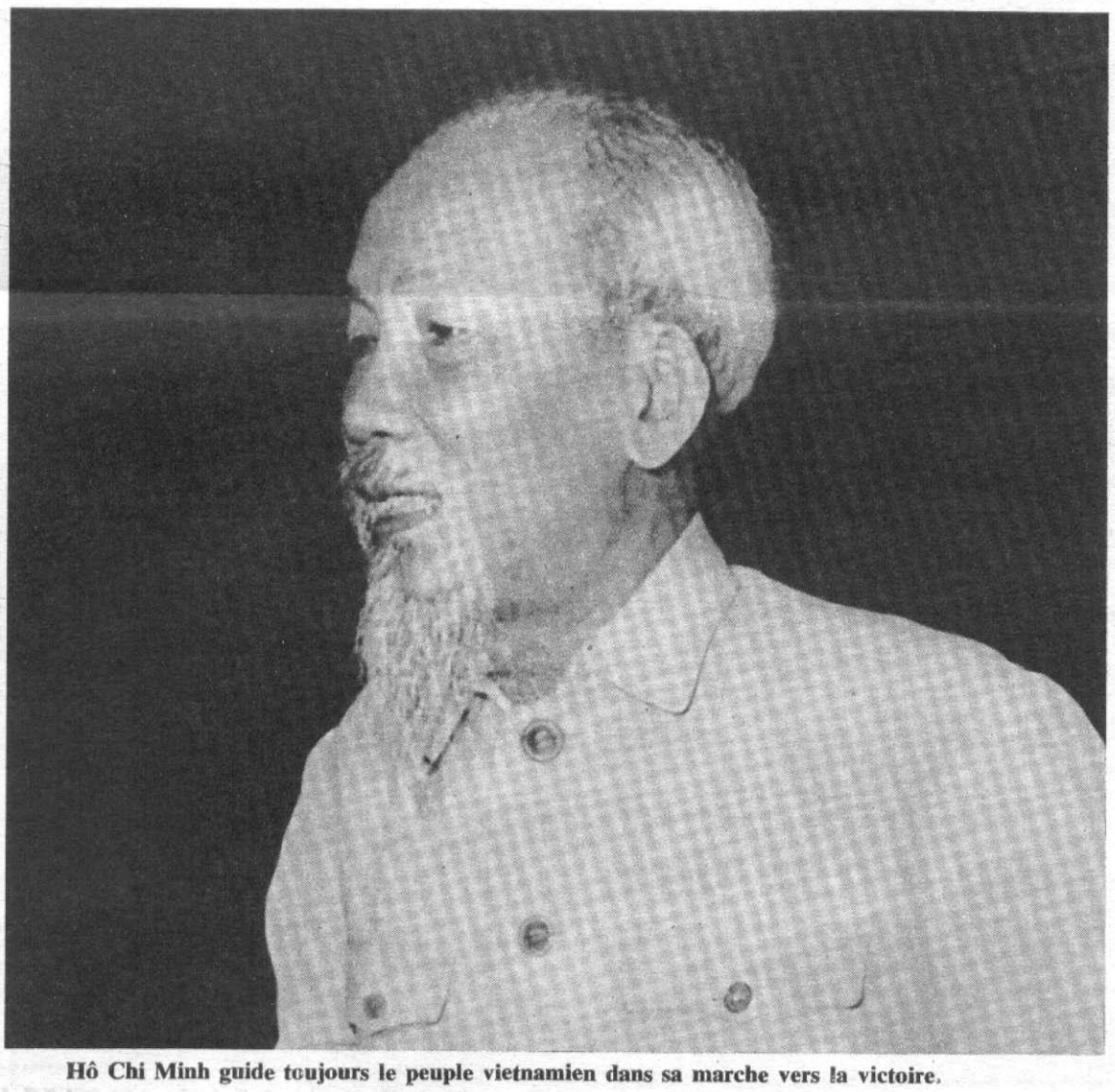
Cette chose est sûre. Que l'issue de la lutte du peuple vietnamien intervienne tôt ou tard, Nixon devra en passer par les exigences des peuples victorieux. Car les armes des patriotes du Vietnam et d'Indochine sont les arguments les plus convaincants pour Nixon. Le peuple du Vietnam, au Nord comme au Sud, le sait bien qui resserre son étreinte autour des agresseurs en déroute...

Les peuples lao et khmer, eux aussi, ne ralentissent pas leurs efforts. Bien au contraire. Eux aussi n'ont qu'une exigence : que les impérialistes américains cessent leur agression, qu'ils quittent le sol indochinois. Le problème de chaque pays sera réglé par son propre peuple. C'est un droit sacré, inaliénable. Au Laos, les fantoches de Vientiane ont été contraints d'accepter les pourparlers avec le Front patriotique lao. Au Cambodge, la question sera réglée suivant la proclamation en cinq points du 23 mars 1970 de Samdech Norodom Sihanouk.

Quelles que soien tles manœuvres des impérialistes, une chose est certaine :

« ILS ONT PERDU LA GUERRE D'INDOCHINE ».

Dès aujourd'hui, c'est une VICTOIRE MAGNIFIQUE pour les peuples d'Indochine. C'est aussi la victoire de tous les peuples amis des peuples indochinois, de tous ceux qui n'ont pas ménagé leur solidarité. LEUR VICTOIRE, C'EST LA NOTRE !



Hô Chi Minh guide toujours le peuple vietnamien dans sa marche vers la victoire.

Depuis de nombreuses années, nous avons soutenu sans réserves la lutte du peuple vietnamien et des peuples d'Indochine. Nous n'avons jamais crié « paix au Vietnam, à tout prix » avec les pacifistes bêlants ; nous n'avons jamais prétendu donner des leçons en révolution aux patriotes vietnamiens inflexibles et expérimentés. Notre ligne de conduite a toujours été : soutien actif à la juste cause du peuple vietnamien, soutien inconditionnel à la ligne définie par ses dirigeants authentiques.

Aujourd'hui nos tâches sont grandes. Car l'impérialisme ne lâchera pas prise de gaieté de cœur. Et même s'il cède, il agira avec de multiples arrières pensées.

Aussi, plus que jamais, nous devons être aux côtés du peuple vietnamien et des peuples d'Indochine. Plus que jamais, nous devons développer et renforcer notre soutien. C'est là notre devoir internationaliste.

Le peuple vietnamien vaincra !

Les peuples d'Indochine vaincront !

30 octobre - 13 heures.

A l'appel des amis de Pierre Overney, un rassemblement aura lieu le samedi 4 novembre à 16 heures, au Père-Lachaise. «L'Humanité Rouge» appelle ses lecteurs à s'y joindre.

LES 2 MILLIONS ATTEINTS

POURSUIVONS L'EFFORT !

Un obstacle surmonté la bataille doit continuer

L'appel de « l'Humanité Rouge » a donc été une fois de plus entendu. Nos camarades, sympathisants et amis ont compris l'importance de l'enjeu et ont montré leur attachement à notre journal. Par l'addition de nombreuses petites sommes versées principalement par des travailleurs, l'obstacle qui se dressait a pu être surmonté. C'est là quelque chose d'extrêmement encourageant. Mais doit-on pour autant relâcher maintenant l'effort ? NON. La bataille de « l'Humanité Rouge » se poursuit. La situation nationale et internationale rend le rôle de « l'Humanité Rouge » plus important que jamais.

« L'Humanité Rouge » doit plus que jamais être présente sur tous les fronts, indiquer la voie de la révolution.

Chacun de nos camarades doit comprendre qu'il est INDISPENSABLE d'assurer à notre journal un SOUTIEN PERMANENT. Et chacun doit comprendre qu'il faut oser s'adresser aux travailleurs pour obtenir leur soutien. Un grand nombre de petites sommes versées par les travailleurs dans les entreprises, au porte à porte, sur les marchés, etc., voilà ce qu'il faut. Chacun doit prendre dès maintenant cette tâche en main.

LA BATAILLE DE « L'HUMANITE ROUGE » CONTINUE !

UN EXEMPLE A SUIVRE :

Chers Camarades,

Nous voudrions vous faire part de notre expérience dans la lutte pour la défense de H.R. A l'appel de notre camarade Suzanne Marty, directrice de publication de l'Humanité Rouge, nous nous sommes demandés : Que faire ? Tous les camarades ont des ressources limitées et souscrivent au maximum de leurs possibilités. Seulement voilà ! il faut qu'H.R. continue. Alors réfléchissons : **l'Humanité Rouge** est-il le journal de quelques militants aussi dévoués soient-ils, ou bien le journal de la classe ouvrière ?

Comme l'a dit Suzanne Marty, d'un côté la bourgeoisie, de l'autre le prolétariat. Nous avons opté pour le prolétariat, alors nous devons faire confiance à la classe ouvrière et aux larges masses de travailleurs.

Le C.D.H.R. a donc lancé une souscription publique. Un tract reprenant l'appel à la souscription, et une collecte dans un drapeau rouge à tous nos points de vente. Bien sûr, cela a fait sourire les révisionnistes et les trotskystes, nos ennemis jurés, mais les travailleurs, eux, ont compris la situation, et c'est ce qui compte. Nous avons récolté une somme moyenne, mais qui représente l'addition des petits sous de nombreux travailleurs.

N'est-ce pas le plus important ?

Notre initiative a donc rencontré un succès politique important.

Nous joignons la somme récoltée en conseillant aux autres camarades de garder l'esprit d'offensive pour cette question de la défense de notre presse. Cela ne peut qu'être profitable à long terme.

Salut communiste.

C.D.H.R. Staline

Au courrier des lecteurs

Répondant de nouveau à l'appel pressant de notre camarade Suzanne Marty, je suis heureux de pouvoir adresser pour la souscription la somme de 20 F en timbres-poste.

J'ajoute que le numéro 162 de H.R. est particulièrement riche et que ses articles sont incisifs, courageux et mobilisateurs. C'est une preuve de la justesse politique du passage à 12 pages.

Un marxiste-léniniste

Chers Camarades,

C'est avec plaisir que je constate une amélioration constante de notre journal par son contenu politique et surtout dans la popularisation des luttes revendicatives des travailleurs en grèves ; du point de vue propagande je pense qu'il serait bon de revenir sur la magnifique lettre des 8 anti-révisionnistes de même que refuter à nouveau le maquignonage Marchais-Mitterrand sur le programme commun.

Soutien :

L'Humanité Rouge vaincra !	
P.M.	30,00
L.	10,00
D.	10,00
G.	10,00
	60,00

AFFICHEZ H. R.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	en francs
CDHR Longue marche	100
Soutien permanent à notre presse M.-L.	200
Au service de la classe ouvrière - C.O.	20
Un O.S. aéronaut.	50
Des travailleurs pour que vive H.R.	11
CDHR E.V. - pour H.R. à 12 pages	100
Un travailleur - Soutien à notre journal	10
A la mémoire de nos frères de combat, tombés en Espagne - Un ancien des Brigades Internationales. Luttons contre le fascisme	5
Un cheminot M.L. pour notre presse à 12 pages pour combattre le révisionnisme	500
Un camarade de Normandie - H.R. vaincra !	5
Un groupe de travailleurs. Pour la bataille de H.R.	100
Une vieille militante - Souscription permanente	20
Une employée du CROUS	7
Une femme de travailleur	5
Pour le 12 pages hebdo	15
Un ancien militant du P« C »F - Marseille	500
Soutien mensuel octobre - B.A.V.	10
Un travailleur immigré	3
Un travailleur sur un marché	1
CDHR N.V.T.	46
Un militant Front rouge - Pour la qualité de H.R.	10
Quatre anciens P« C »F de la Normandie	50
H.R. vaincra ! Un militant	250
Un travailleur pour le maintien de H.R. à 12 pages	200
Soutien à H.R. - Ceux de Mathieu	25
Soutien à notre presse M.L. - G.C.	20
Des amis. Soutien à H.R.	470
H.R. vaincra !	5
Pour les 20 000 F	30
CDHR F. Marty - Soutien à notre presse	150
H.R. vaincra ! Un sympathisant	10
Souscription à un métro	0,50
Un militant	50
Un ouvrier M.-L.	5
Un étudiant	4
Un lycéen technique	1
Un étudiant	1
Un italien communiste	1
Une mère de famille - A.F.C.	10
Un militant P« C »F Corrèze	0,50
Un travailleur médical marocain	10
Un jeune cheminot et sa femme	5
Des militants	5
Des communistes M.-L. staliniens	200
Collecte sur un marché	11,50
Un cheminot pour que	
Collecte devant une usine	10
H.R. vive	10
Anonyme	100
Des militants	23
P.M.	30
Louis	10
D.	10
G.	10
Vive la Chine et l'Albanie Socialiste - A.L.T.	151,50
Un ajusteur Aéro	1
Pour le maintien de H.R. à 12 pages	500
Trois souscripteurs sur un marché	8,50
Un camarade	8
Une lectrice	3
G.D. - H.R. vaincra !	70
Un jeune travailleur	50
Des camarades	40
Un admirateur d'Engels	5,50
Pour que H.R. continue de paraître sous 12 pages	4
Sympathisants parisiens	200
Un sympathisant immigré	3
Un cercle de lecteur Banlieue pour le maintien de H.R. à 12 p.	800
Un jeune ouvrier	4,20
Soutien permanent - B.P.	50
Un ami de la R.P.C.	1,50
Un sympathisant sur un marché	0,50
Contre l'ultra gauchisme	40
Soutien à H.R. - Roger	10
Souscription à H.R. - A.C.	100
Comité Longue Marche	60
Une assistante sociale - Soutien à notre lutte	58
Anonyme en timbres	10
A. - Pour le soutien à H.R.	10
Un cadre M.-L.	20
Militants et lecteurs CDHR G. Péri	116
Thalman pour le douze pages hebdo	10
Des camarades avec la perspective de continuer l'effort pour H.R. à 12 pages	1 250
Pour soutenir notre presse marxiste-léniniste	20
Soutien à H.R. - M.G.	15
J.P.S. - Soutien à H.R.	15
Soutien à H.R.	8
Un retraité cheminot	20
Des sympathisants	402
Anonyme pour la victoire de H.R. contre le capitalisme et le révisionnisme	375
Total de la semaine	7 895,70
Total précédent	227 941,78
Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	235 837,48

Faites connaître l'Albanie socialiste !

Nous faisons savoir à nos camarades et amis que nous disposons de plusieurs copies d'une sélection de diapositives sur l'Albanie montée par des camarades qui ont participé à un voyage en Albanie organisé, cet été, par « les amis de l'Albanie ». Ces diapositives constituent un excellent outil pour animer une réunion sur l'Albanie. Nous les tenons à la disposition de tous les comités de défense de l'Humanité Rouge qui voudraient organiser de telles réunions. Durée du prêt : 10 jours maximum ; nous comptons sur l'esprit de discipline de chacun pour que ce délai soit respecté !

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsé-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris .....F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

.....

Date : .....

Pseudonyme .....

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	20 F	35 F	50 F
6 mois	46 F	80 F	100 F
1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger : 3 mois	45 F	75 F	
6 mois	85 F	140 F	
1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

L'HORAIRE MOBILE

Encore un piège des exploiteurs !

Horaire « mobile », « dynamique », « variable », « à la carte »... La presse fait grand cas de cette nouveauté dans le cadre de l' « humanisation des conditions de travail » qui serait — on voudrait nous le faire croire ! — le souci premier du patronat !

Qu'est-ce que cela recouvre ? Rien d'autre qu'une exploitation renforcée de la classe ouvrière.

En voici le principe :

Prenons l'exemple d'une entreprise qui fonctionne de 8 h à midi et de 14 h à 18 h. Avec le système de l'horaire mobile, la journée de travail se décomposera désormais en deux parties :

— une partie fixe allant, par exemple, de 10 h à 16 h, pendant laquelle tout le personnel devra être obligatoirement présent à l'entreprise ;

— une partie « mobile » allant, par exemple, de 7 h à 10 h et de 16 h à 19 h, pendant laquelle chaque travailleur décidera « librement » de son heure d'arrivée et de départ, à condition de faire, dans la semaine, le nombre d'heures de travail fixé par le patron.

A première vue, cela paraît séduisant : finies les galopades forcenées pour arriver avant la fermeture des portes, les retenues faites sur le salaire à cause des retards, le temps perdu parce que l'horaire du train de banlieue ne correspond pas à celui du début de la journée de travail.

Oui, mais en contrepartie de ces quelques avantages soigneusement montés en épingle, voilà ce que gagne le patronat sur le dos des travailleurs :

— *POINTAGE GENERALISE :* Car il faut, bien entendu, un contrôle dans un système aussi « libéral » : chaque travailleur sera donc muni d'un compteur individuel qui, au moyen d'une carte perforée, comptabilisera son temps de travail. Le pointage sera ainsi généralisé, y compris à des catégories de travailleurs qui ne pointaient pas jusque-là.

Finalement, le travailleur sera perdant par rapport à toute une série de petites tolérances qui avaient été imposées au patronat : en cas de grèves ou de pannes de bus, plus de bons de retard : vous arrivez un peu plus tard, vous repartirez un peu plus tard, voilà tout ! Plus d'autorisation exceptionnelle d'absence pour aller chez le médecin ou faire une démarche administrative.

Le patronat récupère ainsi d'un seul coup toute une série de petits avantages qu'il avait été obligé de lâcher.

— *TRANSPORT :* Gouvernement et patronat espèrent ainsi — en étalant les horaires « de pointe » — faire l'économie de nouveaux investissements dans le domaine des transports en commun surchargés.

— *DUREE DU TRAVAIL :* C'est un aspect beaucoup plus grave. Car le système s'accompagne généralement d'une possibilité de report de « crédit » — ou de « débit » — d'heures d'une semaine sur l'autre.

Si la durée du travail dans l'entreprise est de 45 h par semaine, vous pouvez faire 40 h une semaine ; vous en ferez 50 la semaine suivante.

Les travailleurs seront ainsi incités à faire quatre journées de travail de 10 heures pour libérer un week-end de trois jours. D'où une fatigue physique et nerveuse renforcée, des accidents du travail plus nombreux.

HEURES SUPPLEMENTAIRES :

Actuellement, la loi fixe la durée du travail à 40 heures par semaine. Les heures effectuées au-dessus sont considérées comme des heures supplémentaires et leur paiement est majoré, en conséquence, de 25 ou 50 %.

Si on casse le cadre de la semaine pour le calcul de la durée légale du travail, en la remplaçant par la quinzaine ou le mois, on supprime du même coup le paiement des heures qui ne sont plus considérées comme supplémentaires. Si la durée légale du travail devient 90 heures par quinzaine ou 180 heures par mois, le salarié les répartit « comme bon lui semble »... et le patron, assuré de voir son entreprise tourner en permanence, ne débourse plus un centime d'heure supplémentaire. Il réalise ainsi un joli bénéfice... qui ampute d'autant la paye de l'ouvrier !

DIVISION ACCRUE DES TRAVAILLEURS :

Depuis longtemps déjà, le patronat s'est efforcé de casser les effectifs des usines en petites équipes échelonnées : Des centaines de travailleurs qui se rencontrent en même temps à l'entrée et à la sortie de l'usine représentent une force inquiétante.

Ce morcellement des ouvriers d'une même entreprise sera encore accentué par l'horaire mobile.

Les diffusions de journaux, de tracts, seront rendues très difficiles. Et le travail syndical — dont la loi prévoit qu'il doit s'effectuer « en dehors des heures de travail » —, comment se fera-t-il ?

Voilà une partie de ce que recouvrent les projets « d'humanisation » des conditions de travail que nous mijotent le patronat et son gouvernement. Ils ont besoin d'une main-d'œuvre toujours plus « mobile » car ils sont sans cesse avides de profits toujours plus en hausse. Alors ils ont de plus en plus recours aux déportations de travailleurs d'une région à l'autre, aux contrats à durée déterminée, au travail temporaire... et ils voudraient bien, à l'exemple des capitalistes américains, imposer aussi leur horaire mobile.

Car tout cela présente aussi, pour eux, l'avantage — du moins l'espèrent-ils — d'opposer les travailleurs entre eux.

C'est pourquoi, plus que jamais, il convient de resserrer les rangs de la classe ouvrière, de les souder en un front unique dressé contre le capitalisme dévoreur d'hommes.

Travailleurs temporaires et permanents, enchaînés par un contrat à durée déterminée ou indéterminée, Français et immigrés, A L'OFFENSIVE POUR FORGER DANS LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE NOTRE UNITE INDESTRUCTIBLE, GAGE DE LA VICTOIRE DE LA CLASSE OUVRIERE !

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

POTASSES D'ALSACE

En grève depuis le lundi 23, les 8 700 mineurs de potasse exigent : 5 % d'augmentation, 1 000 F de prime de fin d'année, la garantie de salaire en cas de changement d'emploi, 4 jours de congés payés en plus en 1973. Ils ont bloqué pendant plus d'une heure et demi le carrefour de Pulvershein, puis d'autres axes routiers.

NANTES : LA SERGEL

100 ouvriers sont en grève pour une augmentation de 140 F pour les O.S., 100 F pour les O.P. et A.P.

LAMASTRE TRIGANO

En grève avec occupation depuis le 11 octobre, les 180 travailleurs ont obtenu la réintégration d'une des leurs.

RENNES : SOFREL

Les travailleurs sont en grève depuis 3 semaines pour la réintégration d'une ouvrière licenciée, 1 000 F par mois, les 40 heures, une prime de transport et l'heure d'information sur le temps de travail.

RIOM : SFIA

231 ouvriers sont en grève avec piquet et occupation. Ils demandent : 5 F de l'heure minimum, 35 centimes pour tous, l'amélioration des conditions de travail, le respect.

TRIEL : FIBROCIMENT

Les 800 travailleurs sont en grève depuis le 17 octobre. Après avoir obtenu la prime de panier à 11,45 F, ils exigent toujours une aubmentation de 30 centimes de l'heure.

Usine des Kaolins (Plemet)

6e semaine de grève

Depuis six semaines, les ouvriers de l'usine des Kaolins à Plemet tiennent bon. Ils ont mis en place des piquets de grève présents 24 heures sur 24. Le patron s'est vu interdire la sortie de l'usine. Les fours sont tous éteints depuis quinze jours après que les cadres qui les entretiennent aient trouvé le travail trop dur.

Le dimanche 15 octobre, s'est tenu un gala de soutien qui a réuni 1 200 personnes. De nombreux ouvriers de la région étaient venus apporter leur soutien. Des grévistes disaient : **« Voir autant de monde qui vous soutient, ça vous regonfle. »**

Le soutien de la population se manifeste de façons multiples. Par exemple, les enfants des grévistes mangent gratuitement dans les cantines des écoles.

A Loudéac, les enseignants du C.E.S. versent une demi-journée de salaire par semaine aux grévistes.

Le lundi 16, la gendarmerie demandait la levée des piquets de grève et la libre circulation du patron. Les travailleurs ont répondu par un renforcement des piquets. La quasi-totalité des 120 grévistes s'y est jointe.

Le 19, un meeting a rassemblé les ouvriers des Kaolins et de Big-Dutchman. L'après-midi, ils ont joué ensemble au football dans l'enceinte des Kaolins. Après le meeting, les ouvriers se sont rendus en manifestation devant l'usine des Kaolins. En signe de solidarité, les commerçants avaient fermé boutique.

Le 21, un meeting de soutien s'est tenu à Loudéac.

Forts du soutien populaire, les travailleurs des Kaolins sont déterminés à vaincre.

Usine Big-Dutchman (St-Carreuc)

Nous nous battrons et nous vaincrons !

BIG-DUTCHMAN à St-Carreuc, le patron, un Kollabo des nazis, condamné à mort à la libération, croyait qu'il pourrait éternellement exploiter les ouvriers. Ceux-ci lui ont montré qu'il n'en serait rien. En lutte depuis 7 semaines pour une augmentation de 55 centimes de l'heure, ils sont bien décidés à les arracher.

Ils interceptent les véhicules qui transportent du matériel pour les chantiers de l'entreprise. Ils ont intercepté un camion hollandais plein de matériel de montage. Ils ont couvert le murs de l'usine d'inscriptions comme : « Tremel, ancien condamné à mort les ouvriers ne mourront pas pour toi », *ou* « Nous nous battrons et nous gagnerons ». *Le patron fasciste a licencié les grévistes, mais ceux-ci répondent :* « Nous comptons toujours parmi les membres de l'entreprise ». *Ils se sont unis aux ouvriers des Kaolins et mènent la lutte au coude à coude.*

Le 23 octobre, ils ont dressé des barricades interdisant l'accès de l'usine. Un piquet de grève est sur place 24 heures sur 24.

A St-Brieuc, des comités de soutien aux 50 grévistes de Big-Dutchman se sont créés. Ils regroupent des ouvriers du Joint-Français, de Sambre et Meuse, Chaffoteau, Chalo, ainsi que des élèves. Malgré les menaces patronales, les travailleurs sont décidés à arracher ce qui leur est dû.

CLASSE CONTRE CLASSE

Recticel-France (Langeac)

A BAS LES CADRES RÉPRESSIFS !

La répression est de plus en plus brutale, notamment à l'usine Recticel-France de Langeac. Cette répression patronale est orchestrée, en particulier, par le chef du personnel aidé par deux ou trois « kollabos » qu'il manipule à sa guise.

Voici quelques faits significatifs que nous portons à la connaissance de tous les travailleurs. A l'actif du chef du personnel, soutenu par le patron, nous relevons :

— **Renvoi sans motif** d'une jeune femme dont le mari est au service militaire et ayant un enfant en bas âge. (Ce renvoi est intervenu après une engueulade avec l'infirmière qui est allée moucharder aussitôt.)

— **Lettres de licenciement** adressées :

1° **A une ouvrière** (neuf ans d'ancienneté) qui demandait d'être changée de poste car **ses mains étaient rongées** par les produits utilisés ;

2° **A un autre ouvrier pendant son congé de longue maladie.**

— **Lettre d'intimidation**, remplie de termes méprisants et insultants, envoyée pendant un arrêt de travail justifié par un certificat médical. Cet acte de répression intervient après la grève de mars 1972. Le chef du personnel et la direction remettent ainsi en question le droit de grève.

— **Plusieurs lettres d'avertissement** :

1° **Pour une absence soi-disant non signalée**, alors que la personne en question avait averti son chef de service ;

2° **A une ouvrière qui avait vendu**, après autorisation d'absence, un agenda C.F.D.T., pendant les heures de travail. (Cette pratique était tolérée dans l'usine depuis de nombreuses années.)

— **Plutôt que d'embaucher une autre femme de service**, le chef du personnel préfère surcharger la seule femme de ménage, âgée de plus de soixante ans, travaillant à la Salpa (400 ouvriers et 60 employés).

— **Atteinte aux libertés syndicales** au sein de l'entreprise ; le chef du personnel et la direction ont essayé sans résultat de supprimer les bons de délégations aux représentants C.F.D.T.

— **Ce triste personnage** fut le **seul** cadre à repousser une augmentation de 15 centimes pour les ouvriers. Il faut dire que cet esclavagiste serait actionnaire de la boîte.

En outre, ce cadre **cumule les fonctions de chef du personnel et de chef comptable**. Dans son propre service, la situation n'est pas meilleure :

— **Menace de licenciement pour une employée s'étant manifestée pendant la dernière grève** de mars 1972, sous prétexte qu'il n'y aurait pas assez de travail. Il éliminerait ainsi une « personne trop gênante » et économiserait un salaire ; il n'y a pas de petits profits pour les capitalistes.

— **Tentative de division** au sein du personnel, par de petite différences de salaires, par **le chantage** et l'intimidation, aidé en cela par deux gardes-chiourme.

Il exploite ainsi un peu plus les employés de bureau qui ont, malgré les apparences, les salaires les plus bas de l'usine.

Nous n'avons pas tout dit : la liste des méfaits de ce « cadre répressif » est beaucoup trop longue.

La répression patronale s'étend de jour en jour. Hier, c'est le copain qui fut licencié, demain ce sera peut-être toi.

TOUS UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION, les travailleurs balaieront le capitalisme et ses larbins pour instaurer le SOCIALISME LIBERATEUR garanti par la dictature du prolétariat.

En Chine, en Albanie, pays authentiquement socialistes, ce sont les ouvriers qui déterminent les cadences, et les cadres participent aussi à la production.

Si l'on mettait tous les cadres à la chaîne, seulement pendant huit jours, ils changeraient sûrement d'attitude !

Vive le socialisme libérateur !

En avant pour la révolution prolétarienne !

Rejoignez les rangs des marxistes-léninistes !

DANZAS (PARIS)

Les ouvriers, de plus en plus déterminés continuent la lutte

La grève des ouvriers de chez Danzas Paris (Agence parisienne de la plus grosse entreprise des transports d'Europe) se poursuit depuis 10 jours. Une lettre parue dans H.R. la semaine dernière laissait entendre qu'il y avait des difficultés vis-à-vis d'un conseiller juridique de la C.G.T., et à propos de l'organisation de la grève.

Mais depuis, beaucoup de choses ont changé. Le 26, jour de la « protestation » organisée par la C.G.T., les travailleurs de chez Danzas ont jugé bon de se rallier au défilé avec les pancartes suivantes : « Danzas en grève illimitée », « Les ouvriers Danzas en grève illimitée jusqu'à satisfaction de leurs revendications ».

Les banderoles ont été rédigées sans signature syndicale. Les ouvriers ont procédé à des collectes durant la manifestation, faisant ainsi appel à la solidarité.

Après la manifestation, le conseiller juridique de la section C.G.T. transports routiers a réuni les ouvriers Danzas qui avaient participé à la manifestation à la bourse du travail.

Fait nouveau (voir H.R. n° 163), il s'est solidarisé complètement avec les grévistes, en déclarant que la C.G.T. propose :

— Le soutien financier, organisation des collectes : alors qu'un comité de soutien était déjà en place depuis le début de la grève !

— D'autre part, il a dit, qu'occupé par la préparation de la journée d'action nationale du 26, il n'avait pas eu le temps d'informer toutes les sections syndicales C.G.T. implantées dans les autres maisons de transports : les grévistes, quant à eux, comptant sur leurs propres forces, avec le comité de soutien, avaient rédigé et distribué plusieurs tracts dans les principales entreprises de la région parisienne, appelant les autres ouvriers à refuser de faire le travail à leur place. L'appel a été entendu, la majorité des ouvriers a refusé de décharger les camions pour Danzas.

Depuis les premiers jours, un comité de grève s'est créé. Il est composé d'ouvriers syndiqués ou non et se divise en trois parties. Un groupe est chargé d'assurer la permanence devant l'usine, l'autre fait équipe volante pour populariser la grève auprès des autres entreprises. Le dernier est chargé des relations avec le comité de soutien qu'il contrôle et dirige.

Le patron (Direction générale) a déjà fait des contre-propositions que les ouvriers ont estimé insuffisantes.

L'insistance de la Direction à pinailler sur les revendications, détermine de plus en plus les ouvriers à continuer leur lutte, unis à la base et dans l'action.

Correspondant H.R.

Secours rouge prolétarien	
Un employé des P.T.T.	15 F
Un employé des P.T.T.	10 F
Une secrétaire	10 F
Total	35 F

donné par le Secours rouge prolétarien au comité de soutien des grévistes de Danzas !

LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE VILLIEUX (AIN)

Nos revendications essentielles sont :

— Augmentation uniforme des salaires. Un travailleur immigré travaille en fonderie pour un salaire dérisoire de 750 F par mois et pour 45 heures par semaine (soit 4,16 F de l'heure) et pour un même travail, un travailleur français touche 7,50 F de l'heure.

— Logement décent : aucune norme d'hygiène n'est respectée. 115 personnes ont à se partager : 2 W.C., 1 salle d'eau, le soir, pour dormir, il faut sortir les paillasses et dormir à terre, 1 cuisine pour tous, pas de chauffage.

— Paiement des jours de grève. Au cours d'une réunion dans un élan de « générosité », le patron propose de payer les jours de grève sur nos prochains congés. Ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre !

— Sécurité et hygiène à l'usine.

Nous demandons à tous les travailleurs de nous soutenir.

Nous rappelons que la collecte publique est la seule ressource financière des grévistes.

Versez vos dons et collectes à : C.C.P. Michèle Merle, Lyon 1.547.80. Comité de soutien pour le respect de la dignité des travailleurs de Villieux.

Correspondant H.R.

(FOS-SUR-MER)

Manifestation contre l'assassinat d'un travailleur algérien

Trois cents travailleurs immigrés ont manifesté le 22 octobre dans les rues de Fos pour qu'une enquête soit ouverte sur la mort d'un de leurs camarades, Laid Mahfoud, travailleur algérien employé par l'entreprise Trindel sur le chantier Solmer.

Ses camarades de travail estiment qu'il s'agit d'un meurtre raciste dont ils rendent responsable un chef d'équipe du chantier.

La veille, ils avaient distribué des tracts appelant à la manifestation. Le dimanche, ils se sont rassemblés sur la place principale de Fos en scandant des mots d'ordre contre le racisme. Ils se sont ensuite rendus tous ensemble à la gendarmerie pour exiger que l'enquête, qui avait conclu à un accident du travail, soit réouverte. Elle avait été, en effet, menée sur le chantier sans qu'il soit tenu compte de l'existence des témoins de ce qui s'était passé.

Les manifestants ont imposé qu'il leur soit répondu publiquement, au micro, que l'enquête serait reprise.

Le lendemain, les travailleurs constataient que ceux qu'ils rendent responsables de la mort de leur camarade ne travaillaient plus sur le chantier. Ils ont décidé d'annoncer cette victoire à l'ensemble des travailleurs du chantier au cours d'une réunion publique qui s'est tenue à la cantine.

Cela n'a pas été du goût de certains délégués C.G.T. qui s'y sont opposés, n'hésitant pas à faire appel à la police.

A Fos, les actions se multiplient pour protester contre le racisme et exiger des mesures de sécurité dans le travail. Elles rassemblent les travailleurs dispersés dans de nombreuses entreprises, les grandes (G.T.M., S.G.E., C.F.E.M.) et les petites, les intérimaires comme les permanents, sans distinction de race ni de nationalité. Tous sont unis contre l'ennemi commun : le capitalisme assassin.

Aux Établissements R. V.

Les établissement R.V. sont en grève depuis le 5 octobre pour la satisfaction des revendications suivantes :

— Augmentation du salaire ;

— Pour la création d'une convention collective ;

— Contre les brimades d'une déléguée du personnel.

La grève continue.

Correspondant H.R.

CHEMINOTS,

COMMANDEZ

"HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F."

— Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150 —

PRIX : 2 Francs. — Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

DANS LES ENTREPRISES

La prolifération des primes

Une volonté de diviser les travailleurs

Depuis la fin de la dernière guerre, le patronat a recours massivement au système des primes pour faire encore plus de bénéfices sur le dos des travailleurs.

Mais aussi pour tenter de les opposer les uns aux autres, selon son vieux principe : « diviser pour règner ».

C'est pourquoi les primes prolifèrent. Qu'on en juge à cette simple énumération, bien loin d'être complète :

— Primes de boni, de rendement, de qualification, de tonnage, d'économie, de vitesse, de risque, de hauteur, de salissure, de panier, de danger, de froid, d'exactitude, d'insalubrité, de comportement.

— Primes de bilan, de fin d'année, de vacances, de mariage, de naissance, d'ancienneté, de responsabilité, etc., etc. !

Toutes ces primes qui s'ajoutent au salaire de base, présentent, pour le patronat, une série d'avantages qui le réjouissent fort. Elles lui permettent de :

— *Diviser les travailleurs :* Il arrive fréquemment que, sur une centaine d'ouvriers d'un même atelier, pas un ne touche un salaire identique à la fin du mois. Il est plus difficile de s'unir pour des revendications communes dans de telles conditions.

De plus, pour un même ouvrier, le salaire peut varier considérablement d'un mois à l'autre sans qu'il lui soit permis de comprendre pourquoi. Enfin, des primes seront accordées à certains travailleurs et pas aux autres.

— *Faire pression sur eux :* La plupart du temps, le patron s'efforce soigneusement de donner à ces primes un aspect « accidentel », non obligatoire. Il les baptise volontiers de « gratifications exceptionnelles », pour pouvoir les accorder et les supprimer selon son bon plaisir.

Dans bien des cas, le salaire de base est si faible que le total des primes qui s'y ajoutent arrive à le dépasser ! On espère ainsi noyer les revendications, supprimer les luttes, dans la crainte de ne toucher que la portion réduite du salaire de base. La manœuvre est particulièrement claire pour les primes de boni, de rendement, de résultat, qui incitent de plus, à travailler toujours plus vite, au-delà de ses forces, pour tenter de dépasser le niveau haut perché des « normes ». Les primes de « comportement » se passent de commentaires. Quant à ces fameuses « primes d'assiduité », il y a belle lurette que la classe ouvrière leur a restitué leur véritable nom de « primes anti-grève » !

UNE SEULE REVENDICATION

En fait toutes les primes constituent pourtant, bel et bien des éléments fondamentaux du salaire.

En quoi se distinguent donc du salaires, les primes qui tiennent compte du caractère plus ou moins pénible et dangereux du travail ? L'éboueur qui gagne 4 F de l'heure plus 50 centimes de prime de salissure ne touche-t-il pas plus simplement un salaire de 4,50 F ? Les primes de vacances sont-elles autre chose qu'un salaire acquis dont l'employeur a retardé le paiement ? Quant aux primes de « fin d'année », si complaisamment qualifiées de « bénévoles », elles ne sont qu'une contre-partie — bien mince — du travail de l'ouvrier pendant l'année !

Même les fameuses « primes de remboursement de frais » (transport, outillage, panier...) ont ce caractère de salaire, puisque les dépenses remboursées ont été imposées par les conditions du travail.

C'est pourquoi, pour faire échec aux manœuvres de division du patronat, la seule revendication juste, unificatrice, à mettre en avant, est la suivante :

— SUPPRESSION DE TOUTES LES PRIMES ET LEUR INTEGRATION DANS LE SALAIRE DE BASE !

Un salaire qui ne saurait, en aucun cas, être inférieur aux 1 200 F par mois, indispensable pour vivre.

LE DROIT AUX PRIMES

La plupart du temps, elles sont fixées par le règlement intérieur de l'entreprise, c'est-à-dire par le bon vouloir du patron. Les revendications des travailleurs ont pourtant arraché quelques garanties aux tribunaux.

Quand sont-elles dues ?

Sont dues obligatoirement toutes les primes résultant d'un usage qui présente *à la fois* les trois caractères suivants :

— *Constant :* La prime revendiquée doit avoir été versée régulièrement depuis plusieurs années.

— *Général :* Elle doit avoir été versée à l'ensemble du personnel ou à une catégorie déterminée et non à tel et tel travailleur pris individuellement.

— *Fixe :* Le montant de la prime doit être uniforme (200 F, ou 5 % du salaire, ou la moitié du salaire perçu en décembre...).

Le treizième mois est l'exemple de prime où ces trois caractères sont généralement faciles à démontrer. Il est dû, même si le patron l'affuble du titre de « gratification exceptionnelle ».

Bien souvent, la revendication ouvrière ne porte pas seulement sur l'existence de la prime, mais aussi sur son montant. Ainsi, il faut savoir :

— Qu'un déficit du bilan n'entraîne pas une réduction obligatoire de la prime si celle-ci n'était pas calculée sur les bénéfices réalisés.

— Qu'en cas de départ de l'entreprise (licenciement ou démission) *avant* la date de versement de la prime, on y a droit, la plupart du temps, proportionnellement au temps de présence effectué. (Ex. : l'ouvrier licencié le 1er juillet a droit à la moitié de la prime de fin d'année versée le 31 décembre).

— Toute clause *explicite* de suppression de prime pour fait de grève est interdite. Mais, par les clauses *hypocrites*, l'employeur peut ainsi faire sauter, en cas de grève, une prime d'assiduité, de productivité...

Faut-il compter les primes dans le calcul ?

A) DES IMPOTS ?

Oui. A l'exception des primes « représentatives de frais » (primes de panier, de transport, de salissure...).

B) DES SALAIRES COMPTANT POUR LA SECURITE SOCIALE ?

Les patrons essaient de payer le moins de charges sociales possibles, donc de soustraire de leurs déclarations le plus de primes, ce qui est défavorable au travailleur, puisque les indemnités versées en cas de maladie, accident... sont proportionnelles au salaire déclaré.

Les patrons n'ont pas le droit d'agir ainsi. La règle est que *toute somme remise au travailleurs par le patron est soumise à cotisation.*

C) DE L'INDEMNITE DE CONGES PAYES ?

Oui. Sauf si leur versement a un caractère *annuel.*

D) DES MAJORATIONS POUR HEURE SUPPLEMENTAIRE ?

Oui. Sauf les primes « représentatives de frais ».

E) DES INDEMNITES DE LICENCIEMENT ?

Oui. Sauf les primes « représentatives de frais » et celles présentant un caractère réellement exceptionnel.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

Quand le patron te demande de signer ton propre licenciement

Mon contrat « à durée déterminée » fini, je me retrouve sans travail. Voici comment on m'a mis dehors.

J'étais heureux quand je suis entré au « Géant Casino » de Fréjus, il y a plusieurs mois. Tous les jeunes sont comme cela quand ils n'ont jamais travaillé. Et puis, « Géant Casino », c'est lui qui paie le plus dans la région : 1 000 F par mois à l'embauche pour un jeune et 43 heures par semaine.

Alors, on signe un contrat après avoir écrit « Lu et approuvé ». Mais a-t-on vraiment les moyens de « lire » ce contrat pour pouvoir l'approuver ?

J'avais été engagé comme caissier et, évidemment, passée la semaine d'essai, on commence par me faire transporter durant plusieurs jours des morceaux de ferraille, des éléments pour construire des rayons, etc. D'autres furent mis à la chaîne de marquage des prix.

Certains et certaines commencèrent à râler et j'étais moi-même assez en colère. Certes, j'étais caissier mais... « Vous pourrez être indifféremment affecté(e) aux divers travaux du supermarché » était-il écrit ? Après avoir travaillé quatre mois aux caisses et à la reprise verres vides (ce qui implique rangements de bouteilles à une cadence forcée — nous sommes sur la Côte d'Azur en plein été — plus le travail de caissier), vint un jour où l'on me proposa une place aux cuisines sur un ton qui interdisait toute réplique. J'avais cependant refusé ce travail à la Cafétéria du « Géant ». Une période commença alors pour moi où, tous les huit jours, j'étais amené à changer de service...

Il fallait qu'une lutte s'engage, mais que faire ? Pas de syndicat ici. Alors, j'ai commencé à étudier sérieusement les choses, à faire de la propagande qui n'avait que peu d'échos, vu que cette maison joue sur le phénomène « touristique », si bien que les employés sont, pour la plupart, des saisonniers.

Et surtout, j'ai découvert la différence entre « contrat à durée déterminée » et « contrat à durée indéterminée ». C'est le premier des deux qui est utilisé ici pour les petits employés, les auxiliaires. Il est de six mois et correspond à l'afflux de touristes. Et puis, six mois, ça n'est pas suffisant pour qu'un employé bénéficie de l'indemnité de licenciement qui n'existe évidemment pas pour ce type de contrats. A la fin de l'été, des bruits couraient que de nombreux contrats ne seraient pas renouvelés.

On devrait appeler cela **licenciements collectifs**, mais voilà, **les lois capitalistes ne servent que les patrons**.

Après avoir été malade, j'ai rencontré le chef du personnel, et lui ai demandé s'il comptait renouveler mon contrat. Il m'a répondu : « Travaillez, travaillez, nous verrons cela. » De deux choses l'une, ou il renouvelle mon « contrat à durée déterminée » (ce serait alors reculer pour mieux sauter) ou alors je me retrouve dehors.

Les bruits se faisaient plus nombreux, et aucune lutte ne se dessinait, et, étant sûr que l'on me mettrait dehors, j'ai demandé au chef du personnel de reconduire mon contrat de dix jours environ, cela m'aurait évité de passer par le chômage. Il accepta, mais pour une durée d'un mois, et bien sûr à condition que je parte le dixième jour.

Passé le délai de six mois, le « contrat à durée déterminée » (sauf s'il y a une clause prévoyant une reconduction) se transforme en « contrat à durée indéterminée ». Je peux donc encore rester dix jours, seulement je vais être obligé de rompre le contrat devenu indéterminé, et faire une demande de préavis, pour mon propre licenciement, parce que c'est de cela qu'il s'agit en fait.

Le patron n'avait juridiquement aucune raison de me renvoyer. Il me faisait travailler aux cuisines et sur ma feuille de paie on pouvait lire : Emploi, caissier. Et l'on me demande maintenant de signer mon propre licenciement. Voici ce que le chef m'a conseillé d'écrire : « Pour des raisons personnelles et familiales, je me vois dans l'obligation de quitter « Géant Casino ». »

Alors je suis parti, mais jamais plus je ne me laisserai voler !

Allons, camarades employés, tous unis sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste, luttons contre ces licenciements « déguisés », luttons pour nos revendications les plus puissantes, et préparons la révolution prolétarienne qui balaiera la vermine capitaliste.

Correspondant « H.R. ».

DEHORS, LE BOUCHER SUHARTO !

Chers camarades,

Suharto, boucher de l'Indonésie et chef du régime fasciste militaire, visitera la France, l'Italie, la Belgique, l'Autriche et la Suisse, le mois prochain (novembre 1972), en tant qu' « hôte officiel ».

Cette occasion serait, à notre avis, très bonne, pour mener une campagne, pour exposer le vrai visage de Suharto et la véritable nature de son régime militaire, pour soulever le problème des prisonniers politiques, pour dénoncer la suppression des libertés politiques, etc.

Nous espérons sincèrement que vous, et d'autres forces progressistes en France, pourrez organiser une campagne contre « la visite officielle » de cet agent de l'impérialisme U.S., qui a été à l'origine du massacre de plus de 500 000 progressistes et qui encore aujourd'hui détient plus de 100 000 prisonniers politiques dans diverses prisons et camps de concentration.

Nous joignons ici du matériel qui pourra vous servir de référence, au cas où vous en auriez besoin pour la campagne (articles de journaux, tracts, discours...). Nous espérons que vous pourrez faire la traduction en d'autres langues de tous ces matériaux, en les abrégeant ou en les condensant suivant les circonstances.

Le succès de la campagne contre la « visite officielle » dans ce pays, sera un coup important contre le régime militaire de Suharto, et ses effets seront un encouragement pour les forces progressistes en Indonésie, qui mènent à l'heure actuelle un combat violent, dans des conditions particulièrement difficiles, en Indonésie. Votre solidarité sera un soutien puissant à notre lutte.

Nous sommes sûrs que vous et d'autres camarades, avec les efforts conjoints d'autres forces progressistes dans ce pays, pourrez utiliser cette occasion de la « visite officielle » de Suharto pour démasquer la nature réactionnaire de ce régime militaire et ses crimes barbares contre les forces progressistes en Indonésie.

Au nom du peuple révolutionnaire d'Indonésie, qui lutte aujourd'hui contre le régime fasciste militaire dirigé par Suharto, nous vous faisons part de notre gratitude la plus profonde pour votre solidarité et votre soutien.

(LA FLAMME DE LA JEUNESSE INDONESIENNE)
Publié par l'Association des Etudiants Indonésien en Albanie

Lettre d'information

LE REGIME MILITAIRE FASCISTE DE SUHARTO EST L'ENNEMI COMMUN DU PEUPLE REVOLUTIONNAIRE D'INDONESIE ET DE TOUS LES PEUPLES EPRIS DE LIBERTE DANS LE MONDE

Nous publions ci-dessous des extraits de cette lettre d'information.

Le 13 novembre, un des pires assassins que l'histoire ait connu sera en France en visite officielle. Il s'appelle Suharto, bourreau du peuple indonésien. Des centaines de milliers de communistes et progressistes ont été massacrés sur son ordre. Il a fait de l'Indonésie un charnier et une prison.

Laissera-t-on ce boucher se pavaner tranquillement dans notre pays ?

NON ! Ennemi juré du peuple indonésien, Suharto est aussi l'ennemi de tous les peuples.

L'Humanité Rouge lance un appel aux révolutionnaires, aux progressistes, à tous ceux qu'anime la haine du fascisme, pour qu'ensemble nous manifestions notre volonté de chasser le boucher hors de France.

Il faudra que s'entende bien haut :

A LA PORTE SUHARTO !

D'après des nouvelles en provenance d'Indonésie, le général Suharto, chef numéro un du régime militaire fasciste indonésien, doit effectuer une visite en France, en Autriche, en Belgique, en Italie et en Suisse, en novembre 1972. A ce qu'on dit, il projette aussi une visite à Londres en décembre de l'année prochaine. Si l'on se réfère à ses pratiques habituelles, on doit s'attendre à ce que, dans ce voyage à l'étranger, il sollicite de nouvelles « aides » de la part des pays capitalistes, et à ce qu'il encourage encore plus les monopoles étrangers à effectuer le maximum d'investissements possible en Indonésie. Cela a été révélé clairement par le ministre des Affaires étrangères du régime, Adam Malik, qui a admis que « nous avons besoin d'une aide supplémentaire de la part des pays membres de l'IGGI » (Groupe international de gouvernements pour l'aide à l'Indonésie, dont font partie la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse). Ceci étant, la prochaine visite de Suharto en Europe doit laisser à prévoir une exploitation et une oppression encore plus féroces à la fois par le régime et par les monopoles capitalistes, en ce qui concerne le peuple indonésien. Ayant à l'esprit les intérêts des peuples, nous pensons qu'il est de notre devoir de « représenter » Suharto aux masses travailleuses et aux forces progressistes et éprises de liberté d'Europe en particulier et du monde en général. Nous voudrions leur dire qui est réellement Suharto, quelles sont les cruautés monstrueuses que son régime a commis contre les masses laborieuses indonésiennes, et les torts qu'il a portés à la cause des peuples épris de liberté dans le monde.

Le général fasciste Suharto a accédé au pouvoir grâce à un coup d'Etat — soutenu par l'impérialisme U.S. et directement organisé par la C.I.A. Rien d'étonnant à ce que le régime fasciste qu'il a installé en Indonésie ait été porté aux nues par l'impérialisme mondial. Une fois, un haut fonctionnaire de la Banque mondiale — contrôlée par les U.S.A. — ne prit même pas la peine de cacher sa joie à saluer l'avènement au pouvoir du régime, puisqu'il déclara que c'était « l'une des meilleures choses qu'ait jamais faites l'oncle Sam depuis la Deuxième guerre mondiale ». Suharto mérite bien les applaudissements des impérialistes, car il leur a servi d'agent pendant plusieurs années. Il a commencé sa sale carrière il y a longtemps, avant la Deuxième guerre mondiale, en combattant dans les rangs de la « KNIL », l'armée coloniale hollandaise en Indonésie. Pleinement satisfaits de son total dévouement et de ses services, ses maîtres colonialistes lui firent suivre un entraînement spécial à Gombong (au centre de l'île de Java) en 1940, après quoi, en 1941, il fut promu au rang de sergent. Après que les militaristes japonais aient occupé l'Indonésie — occupation qui devait durer jusqu'à la fin de la Deuxième guerre mondiale — Suharto rejoignit sans perdre de temps les troupes fantoches fascistes nouvellement créées par les Japonais. La situation qui succéda à la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie était telle qu'elle permit à cet agent des colonialistes hollandais et des fascistes japonais de se faufiler dans les rangs de « l'Armée de sécurité du peuple » de l'époque, armée qui précédait l'Armée nationale indonésienne. Etant donné la nature du pouvoir qui dirigeait l'Indonésie à cette époque, il n'est guère étonnant que des agents impérialistes comme Suharto aient pu accaparer des postes-clés et contrôler les forces armées indonésiennes.

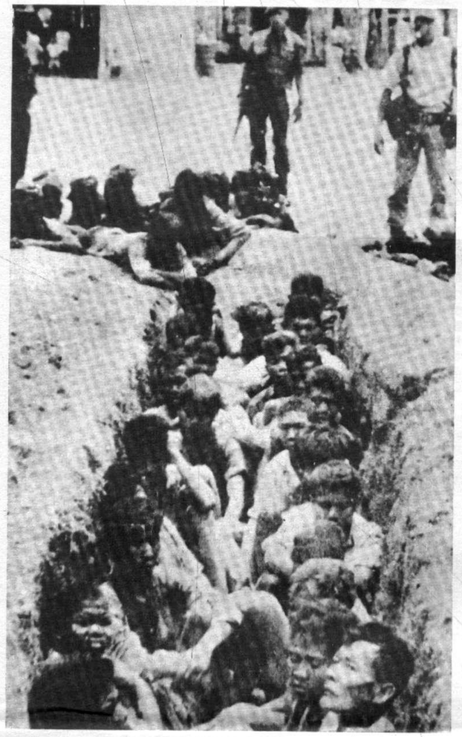
Cependant, c'est seulement après qu'il eût complètement usurpé le pouvoir d'Etat que Suharto révéla plus ouvertement ses véritables caractéristiques de chien de garde obéissant de l'impérialisme, et de fasciste invétéré, dont la besogne est de réprimer le peuple révolutionnaire.

Le boucher de centaines de milliers de gens

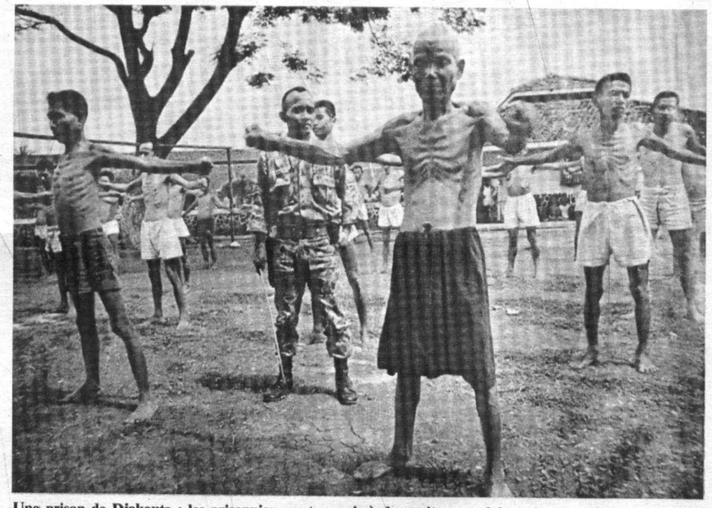
Une fois qu'il eût pris en main les rênes du pouvoir, la première chose que fit Suharto fut de répandre une hystérie anti-communiste, d'utiliser les forces armées qu'il contrôlait pour massacrer les communistes et les travailleurs indonésiens, d'arrêter et de persécuter les démocrates et les patriotes, de pousser les fanatiques religieux de certaines couches de la société à assassiner les progressistes, de susciter une hostilité envers la Chine et un racisme anti-chinois. Près d'un demi-million de gens ont été cruellement assassinés, des centaines de milliers d'autres jetés en prison ou dans des camps de concentration, et des dizaines de milliers traqués continuellement. Vraiment, les atrocités perpétrées par le régime fasciste de Suharto ne peuvent être comparées qu'à celles commises par les nazis hitlériens — brutalités qui n'avaient jamais été vues auparavant dans l'histoire moderne de l'Indonésie.

Plus de dix mille des détenus politiques du régime, et en particulier des intellectuels progressistes — parmi lesquels on trouve des professeurs, des scientifiques des diverses branches, des gens qui travaillent dans le secteur de la culture, des artistes, des écrivains, des dirigeants des organisations d'étudiants et de jeunesse — ont été déportés sur l'île désolée de Buru, dans l'archipel des Moluques, à l'Est de l'Indonésie. A nouveau internés là dans des camps de concentration, ils sont complètement coupés de la société et du monde extérieur. Avec un mépris total pour leur condition physique gravement détériorée et pour leur état de dénutrition, le régime les oblige, sous la menace des baïonnettes, à effectuer de durs travaux agricoles dans des conditions naturelles très rudes. On ne leur laisse qu'une toute petite partie de la nourriture qu'ils produisent, la part du lion étant accaparée par les fonctionnaires fascistes eux-mêmes. Beaucoup de journalistes bourgeois étrangers qui eurent la chance d'être autorisés par le régime à visiter les camps de concentration de Buru, ont confirmé les difficultés inimaginables de la vie là-bas.

Cependant, des dizaines de milliers de prisonniers politiques continuent à s'entasser dans les prisons dans toutes les provinces de l'Indonésie. Vivant dans les pires conditions, ils manquent de nourriture et ne reçoivent aucun soin médical. L'organisation « Amnistie internationale » a confirmé que les conditions de vie des prisonniers politiques en Indonésie étaient absolument inhumaines. Sous prétexte que, soi-disant, ils avaient tenté de s'évader, le régime a assassiné en cachette de nombreux prisonniers politiques. On en laisse d'autres mourir de mort lente.



Patriotes, démocrates et communistes, après avoir été arrêtés, étaient obligés de creuser leur propre tombe avant d'être abattus de sang-froid par les mitrailleuses des soldats de Suharto.



Une prison de Djakouta : les prisonniers sont soumis à des traitements inhumains. De temps en temps, ils sont obligés par les soldats à faire des « exercices ».

LE PEUPLE INDONESIEN COMBAT LE FASCISME

Un des détenus politiques emprisonnés sans la moindre preuve dans une des nombreuses prisons indonésiennes.

1980 : L'UNION EUROPÉENNE

A QUEL PRIX ?

Nous avons la semaine dernière montré en quoi la constitution de l'Europe unie des monopoles correspond à l'aiguisement des contradictions inter-impérialistes sur le plan mondial. Au moment où Pompidou ouvrait le « sommet des Neuf », les impérialistes américains venaient de signer avec les sociaux-impérialistes soviétiques un accord commercial d'une très grande importance, qui faisait suite à la visite de Nixon à Moscou en juin dernier. Que se développe et se renforce un nouveau bloc impérialiste, c'est dans la situation actuelle un facteur positif : en prétendant à une place correspondante à ses forces, l'Europe des impérialistes joue le trouble fête et gêne considérablement le partage du monde effectué par les deux géants impérialistes entre eux. Il va de soi que l'obstacle essentiel à la réalisation et au maintien du partage du monde entre les impérialistes c'est avant tout la lutte des peuples et nations opprimés. Cependant qu'un nouvel adversaire surgisse devant les deux grands brigands internationaux, prétendant à sa part du butin, voilà qui n'est pas indifférent aux peuples épris de liberté et d'indépendance. Alors que les peuples partout dans le monde renforcent leur lutte et consolident leur indépendance, le camp impérialiste, lui, se trouve miné de nouvelles contradictions.

CONTRADICTIONS ACCELEREES

Mais il est un autre aspect qui résulte de cet accroissement des contradictions sur le plan international, c'est les conséquences particulières qu'elles ont pour les peuples d'Europe.

Précisons avant toute chose que l'Europe, l'Union européenne, n'est que la forme, déterminée par les conditions politiques de l'après seconde guerre mondiale, d'un processus historique dont Lénine en 1917 avait déjà fait l'analyse dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ». Dans cet ouvrage fondamental, il définissait l'impérialisme à travers ses cinq caractères fondamentaux :

« 1° Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ;

2° Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ;

3° L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ;

4° Formations d'unions internationales de capitalistes se partageant le monde ;

5° Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

En Europe occidentale, voilà plus de soixante-dix ans que le capitalisme a atteint cette phase ultime. Le seul sens de son développement a toujours été celui qu'indiquait Lénine, la concentration de plus en plus poussée, à travers une concurrence de plus en plus acharnée. La concentration a engendré la constitution de vastes monopoles multinationaux. Dans cette course, les monopoles des divers pays européens ont accumulé un grand retard par rapport à leurs concurrents américains.

CONCURRENCE ACCRUE

En 1968, les monopolistes américains opéraient encore 206 créations ou prises de participations dans des entreprises de la Communauté européenne, tandis que les Allemands en effectuaient 110, les Français 89, les Anglais 84, les Italiens 48. Cependant ce déséquilibre ne doit pas tromper, l'important réside malgré tout dans le prodigieux développement cette année-là des concentrations industrielles européennes. Fusions, échanges d'actions, entreprises communes à plusieurs sociétés, coopération au niveau de la fabrication, des ventes, de la recherche prennent une ampleur inégalée. Le moteur de ce développement, c'est la nécessité pour les capitalistes monopoleurs d'atteindre une taille suffisante pour concurrencer leurs puissants rivaux américains. Seule une taille gigantesque à l'image des monopoles U.S. peut en effet permettre de réduire suffisamment les coûts de production, de consacrer un budget suffisant à la recherche technologique (ordinateurs, nouveaux procédés de fabrication...). Cette concentration des entreprises a été encouragée par les Etats européens subordonnés aux monopoles. Cependant, jusqu'à maintenant, les fusions n'ont que très peu été développées sur le plan européen. En l'absence d'un droit commun à tous les Etats européens, la concentration monopoliste a pris la forme d'accords de coopérations qui tournaient en fait la loi. On se souvient de la bruyante affaire Fiat-Citroën. En 1968, Fiat désirait absorber Citroën. Le gouvernement français s'y opposa, mais Fiat acquit une participation de 15 % dans la société Citroën et constitua une entreprise en copropriété pour la coopération technique et commerciale. Dans une certaine mesure, cette solution contournait des obstacles, mais elle demeurait un frein à la loi de la concentration. Aujourd'hui, du fait des tranformations intervenues dans les relations internationales, les derniers obstacles sont devenus intolérables au capitalisme monopoliste des pays européens. L'union monétaire doit permettre une liberté totale dans les mouvements de capitaux en Europe. Et l'union économique doit permettre une liberté totale dans la concentration des entreprises :

« Les chefs d'Etat ou de gouvernement considèrent qu'il est nécessaire de chercher à fournir une même assise industrielle à l'ensemble de la Communauté. Ceci comporte l'élimination des entraves techniques aux échanges, ainsi que l'élimination dans le domaine fiscal et juridique des barrières qui s'opposent au rapprochement et aux concentrations des entreprises, l'adoption rapide d'un statut de société européenne, l'ouverture progressive et effective des marchés publics, la promotion, à l'échelle européenne, d'entreprises concurrentielles dans les technologies avancées... » (Déclaration finale du sommet des Neuf.)

DES PROFITS COLOSSAUX SUR LE DOS DES PEUPLES

Les effets de ce processus qui va aller s'aggravant, les travailleurs les connaissent : ces dernières années, dans tous les pays européens, les Etats monopolistes ont multiplié leurs efforts pour renforcer la concentration et favoriser la constitution de très puissants trusts nationaux : c'est ainsi qu'en France le pouvoir a tout fait pour que la C.G.E. contrôle Alsthom ou encore la fusion Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, ou dans la sidérurgie que de Wendel ait fusionné avec Sidelor. Les travailleurs savent d'expérience ce que signifient ces concentrations : Si elles veulent dire pour les capitalistes productivité et profits accrus, elles veulent au contraire dire pour les travailleurs chômage et salaires de misère. Chômage tout d'abord parce que les concentrations entraînent la disparition ou la fermeture des entreprises les moins concurrentielles. Chômage parce que, pour les capitalistes, toute concentration est l'occasion de se débarrasser d'une partie des esclaves salariés. En revanche, la condition d'une fusion rentable pour des capitalistes c'est l'augmentation de la productivité, ce qui est lié nécessairement à une exploitation renforcée de la classe ouvrière. Les représentants du grand capital qui se sont réunis l'autre jour à Paris le savent bien. Et leur grande préoccupation, c'est déjà comment briser la résistance ouvrière et populaire à leurs projets. Mais c'est là qu'ils se cassent le nez. Leur solution miracle est vouée à l'échec, la collaboration des classes, même à l'échelle européenne, est un hameçon auquel les travailleurs d'Europe sauront répondre comme il se doit. Ils n'ont rien à attendre des promesses sociales des monopolistes. Ceux-ci espèrent bien jouer sur l'éloignement géographique ou les différences de langue des travailleurs pour leur imposer leur loi. Ils n'oublient qu'une chose, mais de taille, l'unité de classe qui unit les ouvriers par-delà les distances et les langues.

C'est pourquoi nous pouvons être certains que la solidarité de combat des travailleurs d'Europe ira se renforçant beaucoup plus que l'union de leurs exploiteurs.

Henri JOUR

Camarades,

Je vous écris pour manifester l'enthousiasme qui m'a pris à l'écoute de « Radio-Tirana ». C'était la première fois que je réglais le récepteur sur 215 m. Là, pas de mensonges bourgeois, pas de « M. Tramoni », mais « le fasciste Tramoni a été libéré », pas de discours superflus.

Entendre cela, c'est vraiment respirer un peu d'air frais dans un pays où l'on débite des bobards à longueur de journées, à la radio, à la télé, etc. « Radio-Tirana » a présenté aussi une étude sur le « Programme commun de gouvernement » de Marchais, et démontré la trahison des révisionnistes français. En écoutant les radios révolutionnaires, on a vraiment une information objective.

ECOUTONS LES RADIOS REVOLUTIONNAIRES !

Un Lycéen.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Commandez à

E. 100

EDITIONS DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75 962 PARIS CEDEX 20

L'HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

(Editions Naïm Frasheri) — **PRIX : 4 F** — (20 % en plus pour frais d'envoi)

DES LECTEURS NOUS ECRIVENT...

Mentalité esclavagiste

A Evreux, un patron de café force les serveuses qu'il emploie à coucher avec lui. Il a employé récemment une jeune Antillaise de 17 ans. Quand il a appris qu'il l'avait mise enceinte, il l'a tout simplement licenciée de son établissement sous le prétexte qu'elle travaillait mal. La jeune Antillaise s'est retrouvée enceinte et à la rue dans une ville où elle ne connaissait personne.

Tant que durera le régime capitaliste, on verra des choses de ce genre.

Correspondant H.R.

A propos de la grève des professeurs du C.E.T.

L'article paru dans le numéro 160 sur la grève des professeurs de C.E.T. appelle un certain nombre de remarques :

Sur le fond d'abord, il semble que le correspondant ait été mal informé des buts réels de la grève (ce qui d'ailleurs était parfaitement compréhensible vu le peu d'éclaircissements donnés par les syndicats).

Cette grève lancée par les quatre syndicats du C.E.T. (C.G.T., S.G.E.N., F.E.N., F.O.) avait effectivement pour but de réclamer l'application des promesses de Guichard. Mais celles-ci n'étaient pas 50 points indiciaires **pour tous**, il s'agissait d'une augmentation **hiérarchisée** de 15 points au premier échelon (6 %) et de 78 points au onzième et dernier échelon (18 %), soit en **moyenne** 50 points.

Il s'agissait en fait d'une revendication qui accentuait la hiérarchie dans les C.E.T. en prenant comme prétexte l'alignement sur les traitements des certifiés encore plus hiérarchisés que les nôtres. De ce point de vue, ce mot d'ordre était parfaitement condamnable.

Fallait-il pour autant refuser de participer à la grève ?

D'une part, il y avait un aspect positif à ces mots d'ordre : l'égalité de salaire entre les professeurs d'atelier et les professeurs d'enseignement général et par là la reconnaissance du principe « A travail égal salaire égal » par l'abolition de la distinction entre l'enseignement manuel et l'enseignement intellectuel.

D'autre part, la grève a été largement suivie (90 à 95 %) et il était difficile de ne pas y participer sans paraître s'allier aux réactionnaires. De nombreuses assemblées se sont tenues où des problèmes autrement plus importants ont été débattus (titularisations des auxiliaires, conditions d'enseignement, privatisation de l'enseignement technique). La place des militants progressistes dans ces assemblées a pu être un facteur de prise de conscience.

Le mot d'ordre qui figure en tête et à la fin de l'article (augmentation **uniforme** pour **tous**) n'est absolument pas celui des syndicats mais bien celui des enseignants marxistes-léninistes et progressistes.

Un Professeur de C.E.T. lecteur d' « H.R. ».

Exploitation et misère

C'est l'alternative que laisse la bourgeoisie au peuple. Ainsi cet exemple d'une vieille dame accompagnée d'un jeune débile mental : à la fin du marché, ils ramassent les fruits et les légumes pourris qui sont restés là, essayant de se nourrir avec ce qu'ils ont récupéré çà et là.

Ils n'ont pas assez d'argent pour se payer une nourriture convenable et sont obligés de faire les poubelles de la « société de consommation ». L'exemple n'est pas isolé...

C'est là le sort de ceux que la bourgeoisie capitaliste a jugé improductifs et qu'elle a, selon ses lois, rejetés dans le flot des chômeurs et sans-emplois. Et nulles réformes «démocratiques» n'y pourra rien changer, car c'est à la racine qu'il faut prendre le mal.

A BAS LE CAPITALISME, REGIME DE L'EXPLOITATION ET DE LA MISERE !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

VIVE LE SOCIALISME LIBERATEUR !

Non, l'instruction bourgeoise n'assure pas l'intelligence

J'étais l'autre jour dans une salle d'attente de l'Agence de l'emploi de ma ville. J'ai entendu une conversation dans le bureau à côté (la porte était ouverte).

Un étudiant qui n'avait pas fini ses études se renseignait sur les stages de F.P.A. (formation professionnelle pour adultes). Le cadre qui le recevait lui a dit à peu près ceci : « Vous, vous êtes intelligent parce que vous avez fait des études. Vous n'êtes pas comme ces ouvriers qui ne savent pas grand chose et qui sont bêtes, et à qui on ne peut qu'apprendre un métier manuel, et encore difficilement ». Voilà ce que le patronat a appris à son larbin : l'ouvrier n'est que du bétail sur le dos duquel le patronat se remplit les poches.

La bourgeoisie a bien tort de mépriser les travailleurs : un jour viendra où le prolétariat, guidé par son parti, prendra le pouvoir.

Correspondant H.R.

Les anciens résistants exigent le châtiment de Touvier

Il y a quelques temps à l'appel de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance s'est déroulée une manifestation rassemblant environ 3 000 anciens Résistants du Sud-Est et des Alpes au mémorial Jean-Moulin à Salon de Provence. Ils entendaient ainsi manifester contre la grâce du milicien Touvier et la non-extradition de Bolivie de Barbie, le bourreau de Lyon.

TRAVAILLEUR QUI LIS « L'HUMANITÉ ROUGE » ÉCRIS A TON JOURNAL POUR DÉNONCER LES CRIMES DU CAPITAL ET SES VALETS

INTÉRÊT DES OUVRIERS OU INTÉRÊT DU CAPITAL ?

L'union C.G.T. du Val-de-Marne vient de nous faire parvenir — imprimé sur papier glacé, s'il vous plaît ! — un nouveau et luxueux petit guide.

Naïf, on aurait pu imaginer un petit guide des luttes à mener contre le patronat ? Eh bien non ! pas du tout ! Il s'agit du « guide de l'acheteur C.G.T. ».

Alors ça doit être au moins un petits guide comparé des prix pour aider les travailleurs à acheter aux moins mauvais prix pour une qualité correcte ? Pas davantage ! Dans ce guide, on trouve uniquement, mis bout à bout, une série de panneaux publicitaires vous incitant à vous endetter chez Chose ou chez Machin.

Quelques échantillons : « Achetez votre lave-vaisselle ou votre télé couleur chez Coravi ». Celui-ci fait des sous même avec les salaires de misère puisqu'il va même jusqu'à nous proposer « un choix énorme de mini-ménager ! ». Pour la moquette, on vous conseille « Champigny-Tapis ». Pour vos cadeaux, voyez plutôôt « Home-Décor ». Pour les week-end, reportez-vous à la page 33 où on vous propose la location sans chauffeur. Mais vous préférez acheter votre voiture, c'est facile aussi, « Renault-Service » vous attend trois pages plus loin.

Mais, sans parler de tout ça, où prendre l'argent pour manger tous les jours, puisque les salaires ne suffisent plus ? Ne vous faites pas de soucis, c'est prévu aussi. Page 47, la Société Générale « est à votre disposition pour vous aider à résoudre vos problèmes financiers : prêts immobiliers, prêts d'équipements, crédit vacances, etc. Elle pourra également vous conseiller pour le placement de vos disponibilités ». Ne l'oubliez pas, camarades ouvriers : « Pour la Société Générale, votre intérêt est capital ! ».

Et s'égrène ainsi toute une série de firmes, commerçants, cabinets d'assurance, garages, supermarchés.

Le syndiqué C.G.T. — et seulement celui-là — sur présentation discrète de sa carte, peut espérer bénéficier de petites ristournes sur ses achats.

En contrepartie de la clientèle qu'elle amène aux gros commerçants et sociétés capitalistes, l'U.D.-C.G.T. bénéficie, quant à elle, d'une somme substantielle, elle le reconnait volontiers dans l'introduction :

« Il s'agit donc d'une opération commerciale intéressante pour chacune des deux parties. »

Au lieu d'aller chercher le soutien financier du côté de la classe ouvrière, cette organisation, qui n'est plus la sienne préfère donc se tourner vers les capitalistes. C'est le comportement inévitable de sa ligne de collaboration de classe !

C'est aussi une révélation supplémentaire de cette ligne pour les 8 millions de travailleurs qui gagnent moins de 1 200 F par mois et reçoivent ce petit carnet, comme une insulte à leur misère.

Un correspondant.

« Voilà donc un guide qui vous permettra d'être à la fois un syndiqué bien armé et acheteur bien renseigné. »

Combattons l'odieux racisme antiarabe !

République Fédérale Allemande

Ouvriers allemands, immigrés un seul combat

Deux millions et demi d'ouvriers turcs, italiens, espagnols, yougoslaves, grecs, obligés de vendre pour un salaire de misère leur force de travail, vivant dans des taudis, exposés à la campagne raciste de la presse bourgeoise, voilà un aspect édifiant du « miracle économique » allemand : des profits énormes et véritablement « miraculeux » pour les capitalistes, la misère pour les ouvriers qui les engraissent !

Ces travailleurs qui quittent leur pays et leur famille pour venir chercher du travail en Allemagne ne le font pas de gaieté de cœur ou pour voir du pays. Ils le font parce que l'impérialisme, qui pille et exploite les richesses de leur patrie, les a réduits au chômage et à la famine. Au départ, on leur dépeint ce merveilleux paradis qu'est l'Allemagne. A l'arrivée, ils trouvent le véritable enfer capitaliste, les cadences, le racisme, les appartements délabrés où on gèle et qui seront de toute façon détruits dans trois mois.

Pour mieux pouvoir opprimer ouvriers et étudiants étrangers, la bourgeoisie ouest-allemande a depuis 1965 dans son arsenal de lois fascistes déjà riche une loi dite « des étrangers » selon laquelle (citation)... « Les étrangers jouissent de tous les droits fondamentaux, exception faite des droits fondamentaux de réunion, d'association, du droit au libre choix du domicile, de la profession, du lieu de travail et d'étude, ainsi que de la protection en cas de livraison à l'étranger » (annexe au paragraphe 6 de la loi des étrangers). De la même loi, le chef de la police de Berlin-Ouest, Wissmann, faisait le commentaire suivant : « En cas de maladie prolongée, l'autorisation de séjour peut être refusée car le séjour perd dès lors son sens qui est l'activité professionnelle et l'aide à l'économie allemande. »

Telle était donc la loi « des étrangers » jusqu'aujourd'hui en vigueur en Allemagne de l'Ouest. A qui se demande quels « droits fondamentaux » peuvent bien rester dans ces conditions aux ouvriers immigrés et aux étrangers résidant en R.F.A., le gouvernement du socialiste Brandt répond par une nouvelle loi, encore plus fasciste que la précédente, tendant à légaliser ce qui est déjà pratique courante depuis longtemps :

— Les étrangers résidant en R.F.A. feront l'objet d'un fichier central spécial.

— Chaque travailleur espagnol qui aura traité Franco de fasciste (par exemple) sera livré à la police espagnole (insulte à un chef d'Etat étranger).

— Chaque réunion où se trouveront trois étrangers ou plus sera interdite et dissoute par la police, même dans le cas où « des étrangers auront pris part à la réunion contre le gré des organisateurs ».

Cela signifie en clair que chaque réunion de grévistes, chaque manifestation à laquelle auront participé trois étrangers pourra être « dissoute » : comment la bourgeoisie pouvait-elle signifier plus ouvertement que cette loi fasciste appelée pour les besoins de la cause « loi des étrangers », est en fait, surtout, dirigée contre la classe ouvrière allemande? Elle est une arme de plus dans l'arsenal de fascisation, une arme devant servir un jour directement à l'oppression du peuple allemand.

La bourgeoisie ouest-allemande montre décidément et de plus en plus son vrai visage, son visage fascisant : en quelques semaines, des dizaines de militants palestiniens, d'ouvriers et intellectuels arabes progressistes, ont été expulsés, certains livrés aux services spéciaux d'Israël, comme cette jeune étudiante gravement malade, arrachée à son lit d'hôpital et expédiée par avion vers Jérusalem. Les organisations syndicales des ouvriers et étudiants palestiniens en R.F.A., le G.U.P.S. et le G.U.P.A., ont été dissoutes sous prétexte de terrorisme et leurs militants sont poursuivis comme aux meilleurs temps des progroms antijuifs du Dr Goebbels.

Mais, malgré la campagne acharnée de la bourgeoisie et de sa presse pourrie contre les étrangers, le mouvement de protestation grandit dans la classe ouvrière et l'opinion publique. Chez Opel, dans la Ruhr, les ouvriers allemands se sont solidarisés avec les ouvriers espagnols en grève. Dans les cités universitaires, les étudiants allemands protègent leurs camarades arabes poursuivis par la police et les agents sionistes.

Le 8 octobre, à l'appel du Parti communiste marxiste - léniniste d'Allemagne (K.P.D.-M.L.), du Parti communiste marxiste - léniniste d'Espagne (P.C.E.-M.L.), du Parti communiste marxiste-léniniste d'Italie (P.C.d'I.-M.L.), du F.R.A.P. et d'autres organisations progressistes, plus de 15 000 manifestants, dont de très nombreux ouvriers immigrés, ont crié leur haine du fascisme, de l'impérialisme et du sionisme, dans une marche de trois heures à travers les rues de Dortmund. Tout le long de la manifestation s'exprimait la sympathie des travailleurs, allemands et immigrés ; beaucoup se joignirent à la manifestation spontanément. Un meeting internationaliste rassemblait le même soir des centaines de travailleurs autour du camarade Ernst Aust, président du K.P.D.-M.L., qui démasqua dans son discours la fascisation de l'Etat de Bonn et insista sur l'unité d'action des ouvriers allemands et immigrés. La réussite de cette manifestation de masse sous la direction des marxistes-léninistes montre qu'eux seuls défendent conséquemment les libertés démocratiques quand elles sont attaquées.

Les révisionnistes du Parti « communiste » allemand se sont prononcés pour les expulsions par la « voie légale normale » — ce qui se passe de commentaire !

A bas la fascisation en Allemagne occidentale !

A bas la répression fasciste contre les étrangers progressistes en R.F.A. !

A bas le racisme !

Vive la solidarité internationale !

Le 24 octobre 1972.

A Dortmund, à l'appel du K.P.D.-M.L., du P.C.E.-M.L., des J.C.E.-M.L., du F.R.A.P., du P.C.I.-M.L., une manifestation contre « la loi des étrangers » a rassemblé plus de 15 000 personnes.

Halte au racisme !

A la Maison du Liban, un étudiant est refusé parce qu'il est Juif

Le Comité des résidents de la Maison du Liban a retenu comme admissible le dossier de l'étudiant libanais Maurice Srour. Cette admission a reçu l'approbation du directeur de la Maison du Liban et du directeur de la Cité.

Cependant, deux personnes de l'administration, dont l'une est déléguée par le ministère libanais de l'Education nationale, ont opposé un refus catégorique. Ne trouvant d'autre prétexte que le fait qu'il est juif.

Les directeurs de la Maison du Liban et de la Cité ont fini par céder pour ne laisser au candidat qu'une place en tant que « hors contingent », places réservées aux étudiants apatrides ou sans fondation nationale. Ils ont de ce fait accepté de le considérer comme non-Libanais uniquement parce qu'il est juif.

Quant à nous, étudiants libanais, palestiniens, et autres étudiants arabes, nous combattrons résolument toute tentative de ségrégation et de division rasciste et confessionnelle au sein de notre peuple. Nous sombattons toute tentative visant à assimiler notre lutte contre l'impérialisme sioniste, à une lutte contre les juifs.

Nous condamnons toutes tentatives des réactionnaires arabes visant à établir une discrimination de type confessionnel ou national afin d'opposer les opprimés de toutes confessions : juifs, chrétiens, musulmans.

Nous demandons au ministère de l'Education nationale libanais de prendre des sanctions sévères envers les responsables, Mme Haffar et Mlle Khouzami, qui parlent en son nom, faute de quoi nous pourrons considérer qu'il partage leurs points de vue.

Nous demandons aux responsables de la Cité de désapprouver cette discrimination en admettant Maurice Srour en tant que Libanais, à la Maison du Liban.

U. G. E. L. F. : Union générale des étudiants libanais en France.

G.U.P.S. : Union générale des étudiants palestiniens.

Hier l'Allemagne, aujourd'hui la France

Un militant de l'Union générale des étudiants de Palestine, étudiant à Nice, vient de recevoir un ordre de la police française pour quitter la France au plus tard le dimanche 22 octobre 1972.

Cette mesure de répression vient juste après les mesures répressives des autorités allemandes à l'encontre des étudiants arabes et palestiniens, répression qui s'est soldée par :

— la dissolution de la G.U.P.S. et de la G.U.P.W. ;

— l'arrestation et l'expulsion de plus d'une centaine des dirigeants de ces deux organisations ainsi que des militants ;

— l'arrestation et l'expulsion des travailleurs et étudiants arabes, en général.

Cette expulsion s'inscrit dans le cadre de la répression contre les Arabes et, en particulier, les Palestiniens, fomentée par le sionisme international en étroite collaboration avec les forces réactionnaires et racistes.

Cette expulsion est le premier test pour le commencement de l'application des plans répressifs contre l'Union générale des étudiants de Palestine et ses militants.

Pour barrer la route à cette tentative fasciste, pour faire face aux actes criminels des sionistes dont le lâche assassinat du camarade Waël Adel Zoaiyter, le représentant de l'O.P.L. à Rome et le plasticage de la librairie Palestine à Paris en sont quelques aspects, nous appelons toutes les forces démocratiques et progressistes, tous les hommes épris de paix et de justice, à protester contre cette mesure arbitraire et contre toutes les tentatives criminelles réactionnaires et sionistes.

Paris, le 21 octobre 1972.
Union générale des étudiants de Palestine (G.U.P.S.).

Dimanche 5 Novembre à 15 heures

A LA MUTUALITE (Métro : Maubert-Mutualité)

MEETING de SOUTIEN à la RÉSISTANCE PALESTINIENNE

organisé par l'UNION GENERALE DES ETUDIANTS DE PALESTINE

Halte au confusionnisme !

Il n'y a pas de leçon à donner au peuple algérien

Depuis la victoire du peuple algérien sur l'impérialisme français, un courant ultra-gauchiste multiforme s'est développé en France, essentiellement dans les milieux révolutionnaristes de l'intelligentsia et de la petite-bourgeoisie.

Au début, c'est-à-dire immédiatement après juillet 1962, un nombre relativement important d'éléments qui avaient aidé le F.L.N., a poursuivi son action de solidarité en se rendant sur place en Algérie pour coopérer avec les nouvelles autorités.

Mais s'il est vrai que la majorité de ces militants était animée de bonnes intentions, au moins au départ, il fallut bien vite constater que beaucoup d'entre eux se croyaient investis du droit de s'ingérer dans les affaires intérieures du peuple algérien. Certains allèrent bientôt jusqu'à prétendre « donner des leçons » aux travailleurs algériens, et, convaincus d'une supériorité qui ne correspondait en rien à la réalité, crurent possible de leur dicter la meilleure façon d'édifier leur pays récemment libéré. Les patriotes algériens les surnommèrent spontanément les « pieds-rouges », en paraphrasant de façon ironique le qualificatif anciennement attribué aux colons, les « pieds-noirs ».

Naturellement, le Parti « communiste » français, qui avait joué le rôle honteux que l'on sait pendant la guerre populaire de révolution nationale, entendit jouer sa carte dans le but essentiel de redorer le blason complètement discrédité de son subordonné, le Parti « communiste » algérien, que la majorité de ses adhérents algériens avaient délaissé. Aussi envoya-t-il de France en Algérie plusieurs groupes de militants chargés de cette délicate entreprise.

En 1965, quand les changements que l'on sait se produisirent, les dirigeants français du Parti révisionniste crurent le moment venu de passer à une tentative de subversion populaire et constituèrent une organisation clandestine ayant pour but de regrouper d'anciens militants communistes et des partisans de Ben Bella. Mais comme on le sait, le « benbellisme » tardif (c'est-à-dire survenu après la victoire du F.L.N. !) des dirigeants révisionnistes français et algériens rencontra le plus cuisant échec : en quinze jours, ses réseaux clandestins furent démantelés et les hommes qu'ils avaient réussi à tromper et à entraîner dans cette aventure dûrent payer lourdement leur confiance mal placée.

Des résidus de ces groupes subsistent actuellement en France et font une propagande dont il est difficile de dire si elle reste inspirée par les dirigeants du Parti « communiste » français ou par des agents de l'impérialisme français. Ce qui est certain, c'est que les victimes des initiatives révisionnistes furent « lâchées » lorsque la politique des révisionnistes de Moscou effectua un nouveau tournant et décida de tout faire pour établir des relations étroites avec le nouveau pouvoir en Algérie.

En présence de toutes ces péripéties, notre ligne fondamentale nous a été d'un soutien précieux. Elle nous a permis de ne commettre aucune erreur d'appréciation. NOUS NE NOUS SOMMES JAMAIS INGERES DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DU PEUPLE ALGERIEN. Nous avons évité les pièges du gauchisme et du trotskisme, qui consistent à tout embrouiller et à mélanger les natures des révolutions. Mao Tsé toung a remarquablement expliqué la différence qui existe entre REVOLUTION NATIONALE ANTI-IMPERIALISTE et REVOLUTION PROLETARIENNE SOCIALISTE. Les exemples de la Chine et du Vietnam sont là pour éclairer avec succès la théorie de Mao Tsé toung, qui découlait directement des analyses antérieures de Lénine.

Or, il y a encore dans notre pays des militants qui proclament que la révolution algérienne auraient dû revêtir un caractère SOCIALISTE d'emblée, ou qu'elle aurait dû déboucher immédiatement sur le SOCIALISME. Et les voici aujourd'hui qui n'hésitent pas à donner à leur tour des leçons au peuple algérien, ou à proposer au F.L.N. (entendez dans leur esprit : les seuls travailleurs immigrés en France) de procéder ensemble à une « analyse » des résultats acquis après dix ans d'indépendance. Cela non sans se lancer dans l'exposé d'un bilan, qui ne tient aucun compte dialectique de la situation générale d'un pays et d'un peuple écrasés par le colonialisme pendant plus de cent trente années ! On comprend que ces militants en viennent à avouer : « Nous ne sommes pas capables de porter une appréciation plus précise ». Toujours est-il que nous tenons à nous démarquer nettement de la ligne erronée développée par l'organe qui sert de support à l'activité de ces éléments. Nous souhaitons que tous les lecteurs de « Front rouge », puisqu'il s'agit de ce groupe, se reportent aux exposés publiés à propos de l'Algérie par l'hebdomadaire « Pékin information ». Nous leur signalons volontiers que les thèses de leurs dirigeants et l'aveu de leur incapacité à développer une juste analyse sont en opposition absolue avec les indications fournies par nos camarades chinois. Pour s'en convaincre, il suffit de lire attentivement et d'étudier l'article *Dix ans d'édification économique indépendante* publié page 18 du numéro 30 de « Pékin information » en date du 31 juillet 1972.

Il demeure que pour nous l'attitude fondamentale que nous adoptons et que nous poursuivrons vis-à-vis du peuple algérien repose sur la prise en considération préalable de l'Histoire, d'une manière matérialiste dialectique et non idéaliste subjectiviste. Le peuple algérien a rejeté l'impérialisme français, notre principal ennemi. Nous avons ainsi une profonde reconnaissance vis-à-vis des patriotes algériens. Nous savons et comprenons très bien qu'après les méfaits et les crimes colonialistes commis pendant plus d'un siècle, la question primordiale qui se pose pour le peuple algérien, c'est d'abord et avant tout de consolider son indépendance. Aussi, après son indépendance politique si chèrement conquise, nous nous réjouissons de le voir engager dans un processus destiné à assurer l'indépendance économique face à toutes les tentatives impérialistes d'où qu'elles viennent.

Dans le passé, les dirigeants faussement communistes du Parti « communiste » français se sont grossièrement ingérés dans les affaires intérieures de ce peuple colonisé, ils ont soutenu des théories assimilationnistes qui faisaient le jeu de la bourgeoisie capitaliste française. En notre qualité de communistes authentiques, fidèles aux principes du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung, nous considérons que ce n'est pas à des Français, quels qu'ils soient, d'apporter au peuple algérien les solutions politiques concernant son propre pays. C'est là l'affaire exclusive du peuple algérien, et son histoire comme son courage nous semblent des garanties très solides de notre certitude que l'Algérie est engagée dans la bonne voie, qu'elle poursuivra son juste combat contre l'impérialisme, en alliance étroite avec les plus conséquents défenseurs des petites nations, la République Populaire de Chine et la République Populaire d'Albanie, contre toutes les formes d'impérialisme susceptibles de se manifester sur le plan mondial.

HALTE AU CONFUSIONNISME PETIT-BOURGEOIS AU SUJET DE L'ALGERIE !

Commandez, diffusez, le " SPÉCIAL-ALGÉRIE "

Ce numéro 154 de « l'Humanité Rouge » consacré au 10e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, est encore disponible.

Il a connu un succès inégalé, surtout auprès des travailleurs algériens.

Le diffuser constitue un soutien non seulement à notre journal, mais aussi au peuple révolutionnaire d'Algérie.

L'exemplaire : 2 F.

Aux Nations-Unies le représentant de l'Algérie lutte contre le colonialisme portugais

L'Assemblée générale de l'O.N.U. discute actuellement du très grave problème du colonialisme, et de la décolonisation. Aux côtés des représentants de la CHINE POPULAIRE, de L'ALBANIE et d'autres nations anti-impérialistes, le représentant de l'ALGERIE joue un rôle très important dans toutes les discussions en cours.

Pendant ce temps, le Conseil de Sécurité a condamné le Portugal pour une agression commise le 12 octobre dernier contre le Sénégal. La veille, le représentant de l'ALGERIE, M. Abdelatif RAHAL, avait déclaré au cours du débat général : « Ce qui se passe actuellement dans les territoires sous domination portugaise, les démarches et les déclarations de LISBONNE et même les méthodes utilisées par elles, présentent de nombreux points communs avec l'Histoire de l'ALGERIE pendant la période de libération nationale. Que les responsables portugais méditent sérieusement ce précédent et tirent les leçons qui s'en dégagent. »

L'orateur s'est ainsi attaché à démontrer l'efficacité croissante des actions des patriotes en lutte contre le colonialisme portugais, en soulignant qu'ils bénéficient d'un soutien internationaliste anti-impérialiste de plus en plus efficace et de plus en plus nombreux.

Récente visite d'une délégation chinoise de la santé en Algérie

Il y a quelques temps, une importante délégation chinoise de la santé conduite par CHU CHAO, directeur général de la Santé Publique au ministère de la Santé de la République populaire de Chine, a visité GUELMA. Dans l'hôpital de cette ville, depuis le mois de mai dernier s'exerce l'activité de 21 médecins chinois, sous le signe de la solidarité prolétarienne internationaliste. Les représentants du peuple chinois ont également visité l'hôpital civil d'OUED ZENATTI, avant de séjourner dans la capitale algérienne.

De source algérienne, on signale que les populations algériennes expriment sans réserve leur admiration pour le dévouement des médecins chinois, ainsi que pour les résultats acquis par la pratique de l'acupunture et de la médecine traditionnelle dans tous les domaines de la santé.

UNE LETTRE EXPLOSIVE AU BUREAU DE L'O.L.P. D'ALGER

Mardi dernier, le terrorisme israélien s'est encore manifesté par l'explosion d'une lettre piégée au siège de l'Organisation de la Libération de la Palestine à Alger. Postée en YOUGOSLAVIE, cette lettre a blessé son destinataire, le militant palestinien ABOU KHALIL, qui a dû être hospitalisé.

Depuis plusieurs jours, les autorités algériennes ont lancé des mises en garde contre le terrorisme sioniste qui multiplie ses attentats à travers le monde.

Nous souhaitons au patriote ABOU KHALIL le plus prompt rétablissement.

PALESTINE VAINCRA !

1ER NOVEMBRE 1954 — 1ER NOVEMBRE 1972

SALUT ET HONNEUR A VOUS FRERES ALGERIENS !

Voici le 18e anniversaire du déclenchement de la guerre populaire de révolution nationale du peuple algérien dans les Aurès, et rapidement après dans toute l'Algérie.

A cette occasion, l' « Humanité-Rouge », interprète des communistes fidèles à l'esprit révolutionnaire prolétarien du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung et interprète des travailleurs de France les plus avancés, présente au peuple algérien l'expression de sa plus totale solidarité internationaliste dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, pour la marche la plus rapide possible vers le socialisme, en Algérie, en France, dans le monde entier. Cela signifie qu'aujourd'hui le peuple frère algérien est engagé de toutes ses forces dans le combat pour la consolidation de son indépendance nationale, par la réalisation de son indépendance économique.

Aux travailleurs algériens immigrés en France, nous affirmons notre entière solidarité dans la lutte contre le hideux racisme qui poursuit ici et là ses méfaits humiliants et sanglants. Les colonnes de notre hebdomadaire sont largement ouvertes à toutes les dénonciations des crimes et injures racistes dont sont encore victimes les ouvriers venus d'Afrique du Nord, aux premiers rangs desquels les Algériens. Le racisme appartient à une idéologie barbare, non civilisée en dépit de ses réalisations techniques, il est le fait d'une amoralité propre à la classe des exploiteurs capitalistes et colonialistes, la bourgeoisie. Le racisme traduit en même temps qu'un état d'esprit bestial, l'individualisme et l'égoïsme. Il est justement à l'opposé des riches et profondes traditions d'hospitalité et d'amitié que le peuple algérien sait si bien manifester à tout étranger qui le visite, dans sa patrie reconquise. Le racisme doit être combattu sans trêve, car il est une composante du fascisme, il participe à la préparation idéologique du fascisme, il fait partie de la fascisation progressive.

Aux travailleurs algériens, nos frères, nous redisons que nous les considérons comme devant bénéficier en totalité de tous les droits acquis aux ouvriers français, sur tous les plans. C'est le travail qui fonde le droit. Or, dans notre pays capitaliste exploiteur, c'est l'inverse : ce sont les capitalistes, les patrons qui ont tous les droits, et les ouvriers n'en n'ont que bien peu.

Notre mot d'ordre « Ouvriers français et immigrés, une seule classe ouvrière ! » signifie notre désir de supprimer toute différence entre nos frères immigrés et nous-mêmes, dans le cadre du travail. Mais, naturellement, il ne signifie en rien, tout au contraire, que nous ne reconnaissions pas leur nationalité, et que nous ne les respections pas intégralement sur ce plan. L'Algérie appartient au monde d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine en lutte ardente contre l'impérialisme, c'est dire que nous lui sommes unis le plus étroitement possible dans le grand combat mondial pour en finir définitivement avec tout système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà pourquoi, frères algériens, vous nous voyez dans les bidonvilles où le régime français vous parque honteusement. Voilà pourquoi, nous essayons encore trop modestement d'être activement solidaires de vos luttes, ici, contre tout ce qui vous opprime, contre tous les hideux exploiteurs qui veulent vous imposer leur néo-colonialisme.

Mais nous savons que tout cela ne durera plus longtemps maintenant. Avec persévérance et résolution, nous trouverons nous aussi le chemin de l'émancipation, que vous avez déjà su emprunter les premiers, pour reconquérir d'abord votre indépendance nationale.

Encore une fois, nous vous remercions pour les coups puissants que vous avez porté à notre ennemi principal, le capitalisme français, nous honorons vos chouhadas, vos martyrs avec le plus grand respect et la plus grande reconnaissance. Avec vous, nous proclamons :

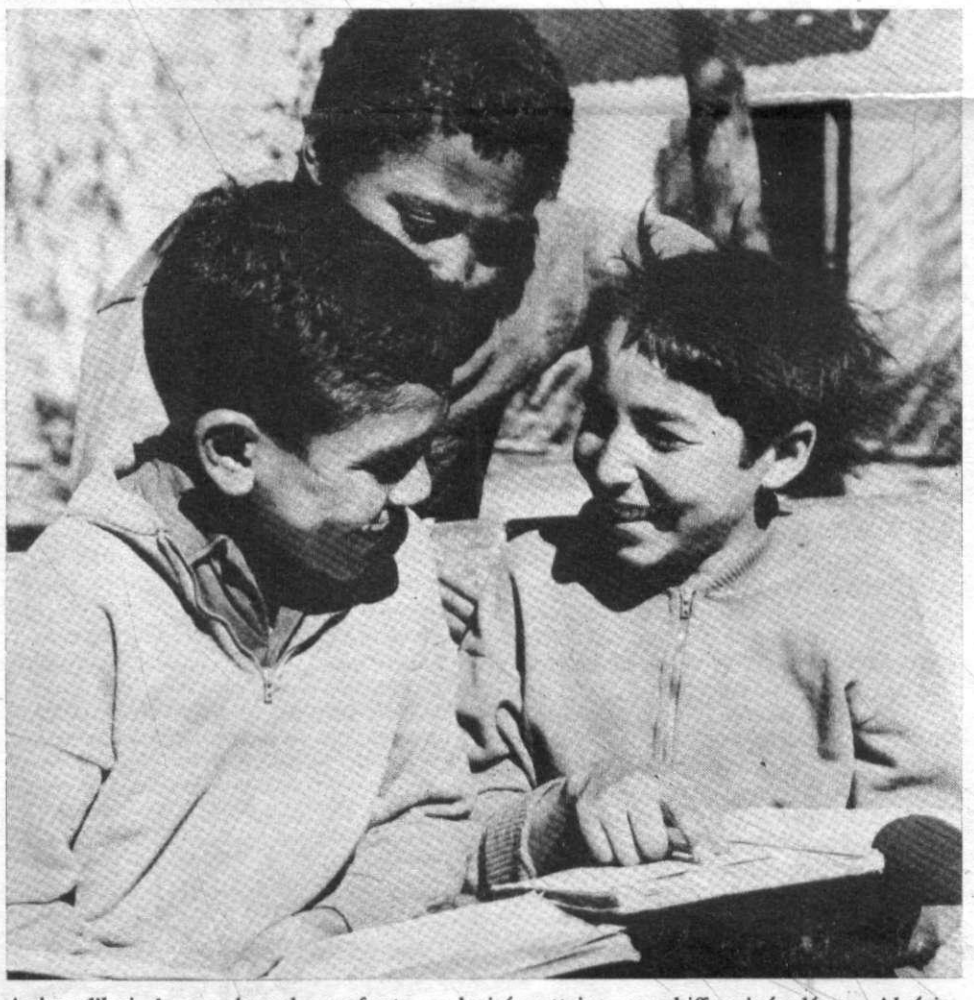
VIVE LE 1er NOVEMBRE 1954 !

TAHIA EL ISTIQLAL ! TAHIA EL DJIZAIR !

SALUT ET HONNEUR A VOUS, FRERES ALGERIENS !

Pour le 1er novembre 1972
le Comité de rédaction
de l' « Humanité-Rouge ».

Le jour de l'indépendance, après huit années de lutte armée héroïque, l'enthousiasme d'un peuple épris de liberté.



Aujourd'hui, le nombre des enfants scolarisés atteint un chiffre inégalé en Algérie.

En France aujourd'hui, les travailleurs algériens sont victimes du racisme odieux suscité par le néo-colonialisme. A l'enterrement du jeune Algérien Djellali Ben Ali assassiné par la réaction, les travailleurs lèvent le drapeau de l'Algérie indépendante : les racistes auront un châtiment sévère.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1972